



En partenariat avec :



Grant Thornton



A Paris, le 25 mai 2023

[COMMUNIQUE DE PRESSE]

BAROMETRE RGPD 2023 : 5 ANS APRES, 67% DES ENTREPRISES FRANCAISES FONT FACE A DES SALARIES ATTENTIFS A LA PROTECTION DE LEURS DONNEES PERSONNELLES

Conformité RGPD : 8 entreprises sur 10 réagissent après une sanction prononcée par la CNIL

En 2023, 70% des entreprises considèrent avoir atteint un niveau de conformité avancé alors qu'en 2022, moins de 50% des entreprises estimaient avoir un niveau de conformité modéré.

Autre constat : 80% des DPO confient que la Direction réagit après l'annonce d'une sanction de la CNIL dans l'actualité. Cela se traduit par la mise en place de nouvelles actions et la validation de nouveaux budgets.

Cyberattaques : les entreprises préoccupées par la sécurité des données personnelles

Dans un contexte où les cyberattaques sont répandues, 1/3 des sanctions prononcées l'an dernier concernait un manquement en lien avec la sécurité des données personnelles. Les entreprises ont réagi positivement cette année puisqu'elles sont **80% à avoir mis en place des nouvelles mesures pour renforcer la sécurité de leurs données, soit 3 fois plus qu'en 2020.**

77% des entreprises craignent une sanction de la CNIL

77% des répondants craignent les sanctions de la CNIL. Parmi elles, 27% n'ont ni les moyens humains ni financiers pour mener les actions qui leur permettraient de bien gérer un éventuel contrôle de la CNIL.

Très en retard, la digitalisation du registre de traitements a bondi dans certains secteurs d'activité tels que l'immobilier où 53% des entreprises sont passées à l'action (+40 points vs N-1) ou encore l'éducation avec 80%, soit **deux fois plus d'établissements qui se sont mis en conformité par rapport à 2019.** Les cabinets d'avocats restent très en retard avec 80% de la profession qui n'a pas digitalisé son registre.

Quasiment 1/3 entreprises n'ont pas débloqué de budget ou de ressources humaines sur la mise en conformité au RGPD et pour 59%, le manque de temps et de moyens humains constitue le principal obstacle qui freine leur conformité. D'ailleurs, elles sont encore **57% à utiliser Excel** pour constituer leur registre.

Alors qu'1 sanction sur 2 prononcée par la CNIL en 2022 concernait des manquements aux obligations sur les droits des personnes, la CNIL a annoncé qu'elle serait plus sensible à la façon dont les organisations favoriseraient le respect des droits des personnes. Les entreprises ont réagi : si 60% des entreprises ont traité ces demandes en priorité en 2023, 73% d'entre elles traitent les droits des personnes par échanges d'emails et en multipliant l'utilisation de multiples outils classiques à une gestion efficace des demandes dans les délais prescrits. Au-delà de cela, 41% des DPO considèrent que c'est la relation avec le DSI/RSSI qui permettra une bonne gestion des violations de données.

Pour 67% des entreprises, les salariés se préoccupent de leurs données personnelles

En 2023, 67% des entreprises ont constaté que les salariés étaient attentifs à la protection de leurs données personnelles. La formation des collaborateurs est d'ailleurs indispensable pour assurer un niveau de conformité au RGPD suffisant. Pour ces raisons, les entreprises ont fortement augmenté l'utilisation des outils pour former les salariés aux enjeux de la réglementation. Tandis que **le e-learning a été déployé par 55% des entreprises** pour former au RGPD, les workshops et séminaires ont été organisés par 81% des répondants, soit 41 points de plus que l'an dernier. Bien que ces actions aient été largement menées cette année, 4 entreprises sur 5 estiment que la formation des collaborateurs n'est pas encore entièrement conduite.

Google Analytics : 1 entreprise sur 3 envisage de migrer vers une solution française

Depuis l'invalidation du Privacy Shield, 63% des entreprises ont mis à jour leurs contrats. Un chantier qui n'a pas encore été traité pour 37% des répondants par manque de temps principalement. Plus précisément, 51% des entreprises considèrent que la mise à jour des contrats ou la formalisation des avenants est très consommatrice de temps pour le DPO. Pour autant, cela permettrait aux entreprises d'éviter que les données soient transférées hors UE de manière illicite ou, a minima, que les risques soient évalués.

Suite à l'invalidation de Google Analytics, **1 entreprise sur 3 étudie sérieusement la migration vers des solutions d'analyses françaises** ou européennes conformes aux recommandations de la CNIL. Pour autant, 15% des entreprises ne comptent pas changer d'outil.

Le nombre de DPO déclarés à la CNIL en forte augmentation

Une année durant laquelle les organisations ont réagi en faveur de la fonction DPO. Récemment, la position du DPO au sein des organisations ou sa désignation même ont été des motifs de sanctions prononcées par la CNIL, à l'instar des 22 communes mises en demeure car aucun DPO n'avait été désigné. Depuis, **90% des répondants indiquent avoir nommé un DPO** au sein de leur structure. Une donnée encourageante qui démontre la volonté des entreprises et administrations publiques à se conformer à la réglementation.

[DECOUVRIR LES RESULTATS](#)

A propos de Data Legal Drive

Data Legal Drive est le n°1 des logiciels RGPD et Sapin II avec plus de 30 000 utilisateurs dans tous les secteurs, de toutes les tailles d'entreprises et présents dans plus de 25 pays. Cette plateforme SaaS permet de digitaliser et de piloter en toute simplicité l'ensemble des aspects de leur conformité : cartographie, diagnostics, pilotage des actions, gestion des demandes, suivi et monitoring, modèles et documents types, veille juridique.

www.datalegaldrive.com

A propos de Lefebvre Dalloz

Lefebvre Dalloz est un groupe d'édition, de formation et de logiciels & services, leader de la connaissance juridique et fiscale en France. Grâce à la combinaison de ses savoir-faire, Lefebvre Dalloz apporte une réponse globale aux entreprises, au secteur public, aux professions réglementées et aux étudiants.

www.lefebvre-dalloz.fr

A propos de l'AFJE

Depuis 50 ans, l'Association Française des Juristes d'Entreprise représente et promeut les directions juridiques et le métier de juriste d'entreprise au bénéfice de la compétitivité des entreprises et l'attractivité de la place de droit française. Elle compte aujourd'hui plus de 5000 adhérents.

www.afje.org

A propos de Grant Thornton

Grant Thornton, groupe leader d'Audit et de Conseil, rassemble en France plus de 2 000 collaborateurs dont 136 associés dans 24 bureaux, en se positionnant sur 6 métiers : Audit, Expertise Conseil, Conseil Financier, Conseil Opérationnel et Outsourcing, Conseil Juridique et Fiscal et Transformation Durable.

<https://www.grantthornton.fr/>

A propos du MEDEF92

Le MEDEF 92 accompagne et conseille les chefs d'entreprise, et par extension les collaborateurs, sur les problématiques entrepreneuriales qu'ils peuvent rencontrer au quotidien. Notre organisation interprofessionnelle représente les entreprises de tous secteurs d'activité et de toutes tailles, situés dans le 92.

<http://www.medef92.fr/>